



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 12 décembre au 18 décembre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations avec les États-Unis.

La chambre des représentants des États-Unis a approuvé ce jeudi 19 décembre le T-Mec, qui doit à présent être examiné par le Sénat. L'approbation par la Chambre basse fait suite à une phase de renégociation conclue le 10 décembre. Le Canada devrait quant à lui ratifier l'accord fin janvier.

Le US Trade Representative (USTR) de la maison blanche, R. Lightizer, a précisé que les inspections de conformités du droit du travail au Mexique seront effectuées par des panélistes et non pas par des inspecteurs du travail. Le négociateur a par ailleurs précisé que ces attachés se conformeront à toutes les lois mexicaines. J. Seade, Vice-Ministre mexicain des affaires étrangères pour l'Amérique du nord a précisé que ces panélistes traiteront principalement d'observation globale et travailleront avec le ministère du travail mexicain. Il a par ailleurs informé que le gouvernement mexicain établira son propre système de réception des plaintes.

Selon M. Kalach, coordinateur de la stratégie bilatérale Mexique-États-Unis du CCE, la signature du protocole de modification du T-MEC a des conséquences mitigées. Ainsi, bien que le traité soit globalement bénéfique pour le Mexique, certains problèmes (sur l'acier notamment) sont inquiétants. La modification intègre désormais que la fusion et la transformation des matières premières en acier doivent être effectuées en Amérique du Nord.

Économie

La Banque centrale mexicaine (Banxico) a annoncé ce jeudi 19 décembre sa quatrième réduction consécutive du taux d'intérêt de 25 points de base, à 7,25%. Dans une déclaration, le Conseil précise que l'augmentation du salaire minimum et des conditions de marché plus avantageuses en 2020 pourraient placer l'inflation à des niveaux plus élevés que prévus. Malgré cette baisse, le taux directeur mexicain reste le quatrième plus élevé des économies émergentes.

Le dernier consensus des économistes concernant la croissance mexicaine pour l'année 2019 est resté inchangé, à 0,0 %, soit le consensus le plus faible en plus de 10 ans. Les économistes prévoient 1,1 % en 2020, un pronostic inchangé par rapport à 2019 alors qu'il avait enregistré 6 baisses consécutives. L'inflation est prévue à 2,9 % g.a. fin 2019 et à 3,4 % g.a. fin 2020.

L'activité industrielle a accéléré sa chute en octobre, à -3,0 % g.a. vs. -1,8 % g.a. en septembre. Le déclin de l'activité atteint -1,8 % g.a. sur les 10 premiers mois de l'année. La baisse est notamment due à la forte réduction d'activité du secteur de la construction

(-5,2 % g.a. sur les 10 premiers mois de l'année) et à la faiblesse de l'activité manufacturière (+0,7 % sur la période).

Le salaire minimum au Mexique devrait augmenter, à 6,49 USD (123,20 MXN) par jour en 2020 suite à la décision de la commission nationale des salaires minimums, soit une augmentation de 20 %. Le salaire minimum à la frontière avec les États-Unis atteindra 9,78 USD (185,60 MXN), soit une augmentation plus mesurée de 5 %. Le salaire minimum sera 19 % supérieur au coût du panier de base pour la première fois depuis 1999. Pour mémoire, le salaire minimum avait augmenté de 16,2 % et doublé à la frontière au 1^{er} janvier 2019. L'impact sur l'inflation devrait être limité, selon les économistes et le ministre des finances.

Au mois de novembre, les investisseurs étrangers se sont désengagés du marché des actions mexicain à hauteur de 743 M USD, soit le cinquième mois de flux négatif et la plus grosse sortie de capital pour l'année 2019. Cette sortie de flux est la conséquence d'une économie domestique morose mais doit être modérée par l'appréciation du peso mexicain (MXN) qui amplifie le flux négatif en valeur.

Les fonds de pensions mexicains ont enregistré des retraits records en lien avec une période de chômage de leurs adhérents. Ainsi, 590 M USD (+24 % g.a.) de retraits partiels liés au chômage ont été enregistrés entre janvier et novembre derniers : le chiffre le plus élevé depuis que la statistique est calculée, soit 1997.

L'épargne volontaire et solidaire a enregistré des ressources à hauteur de 4,8 Mds USD (91 Mds MXN) sur les 11 premiers mois de l'année, soit une hausse de 30 % par rapport à la même période de 2018 et un montant record depuis 1998. Ce chiffre illustre une tendance à l'épargne plus forte sur ces dernières années notamment pour la retraite ou les économies de court terme.

76 200 emplois formels ont été générés en novembre, soit le chiffre le plus faible depuis 2008 pour un mois de novembre. Ainsi, sur un an glissant, 345 700 emplois formels ont été créés, soit une augmentation de 1,7 %, la plus faible en plus de 9 ans. Les augmentations de salaires ont atteint 6,7 % sur les 11 premiers mois de l'année : l'augmentation la plus forte depuis 2003.

L'économie informelle mexicaine a généré 22,5 % du PIB et 56,7 % des salaires en 2018 selon les chiffres de l'INEGI. En détail, le commerce de détail (24 %), la construction (16 %) et l'industrie manufacturière (13 %) ont été les trois secteurs participants le plus. L'informalité suppose une précarité de l'emploi, l'absence de droit du travail et de protection sociale, et ne contribue pas à la collecte de l'impôt.

[Finances publiques](#)

La part d'investisseurs anticipant une perte d'investment grade du Mexique dans les 6 prochains mois est descendue à 56 %, selon l'enquête réalisée par Bank of America Merrill Lynch (BAML). Pour mémoire, ils étaient 77 % le mois dernier. Cette confiance retrouvée a été impulsée par la signature des modifications du T-MEC. Pour mémoire, deux agences de notations (S&P et Moody's) maintiennent leurs perceptions négatives. Les investisseurs mettent en avant les décisions du gouvernement (52 %) et une décélération des États-Unis (25 %) comme les deux principaux risques pour le Mexique.

[Entreprises et grands contrats](#)

PEMEX émettra des obligations pour 5 Mds MXN (260 M USD) sur le marché domestique ce 19 décembre. L'entreprise publique n'émettra ainsi que la moitié des 10 Mds MXN pour

lesquels elle a reçu l'autorisation d'émettre. Les experts estiment que la demande pour ces obligations sera importante, ces dernières rémunérant à un taux d'intérêt supérieur au souverain pour un risque *a priori* identique. PEMEX vise ainsi à ajuster son échéancier de remboursement.

Proparco a financé six projets d'énergie renouvelable au Mexique, développés par Engie en association avec Tokyo Gas, via un prêt de 60 M USD. Il s'agit de 2 parcs éoliens et de 4 centrales solaires photovoltaïques d'une capacité totale de 721 MW. Ces projets participent à l'objectif fixé par le gouvernement mexicain de produire 35 % de l'électricité du pays grâce aux énergies renouvelables d'ici 2024, réduisant ainsi la dépendance du pays aux énergies thermiques et aux importations. Leur mise en service permettra ainsi d'éviter l'émission de plus d'un million de tonnes de CO2 par an. Enfin, globalement ils soutiendront plus de 8 800 emplois au Mexique et participeront au PIB mexicain à hauteur de 199 M USD.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 18/12/2019
Bourse (IPC)	+5,8 %	+8,6 %	45 106 points
Taux de change USD/Peso	-1,0 %	-5,3 %	18,92 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1,1 %	-7,8 %	21,04 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	+3,2 %	+15,2 %	56,03 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268.2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Les États-Unis ont officiellement lancé le projet « L'Amérique Grandit » (America Crece), se substituant au programme « Alliance pour la Prospérité » en Amérique latine (hors Nicaragua, Venezuela et Cuba). Ce projet sera destiné aux acteurs du secteur privé, alors que le précédent était dédié au secteur public. D'un montant total de 60 Mds USD, il visera à développer les infrastructures dans la construction, les transports et l'énergie en partenariats publics-privés et à diversifier les marchés de la région. Le programme englobe un sous-programme régional intégrant spécifiquement le Salvador, le Honduras et le Guatemala. Selon la Chambre de commerce guatémaltéco-étasunienne (Amcham), les 4 premiers projets financés par l'initiative « America Crece » au Guatemala porteraient sur la construction de logements sociaux et de parcs industriels, le développement d'un plan d'interconnexion électrique et d'un réseau d'infrastructures routières.

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Le manque de confiance et la décélération économique ont affecté les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) à destination du Costa Rica : seuls 44 nouveaux projets ont attiré des capitaux étrangers en 2019 (vs. 48 en 2018) dont 25 correspondent à des réinvestissements d'entreprises déjà établies au Costa Rica.

Le Costa Rica poursuit son processus d'adhésion à l'OCDE avec la validation du cadre de politiques publiques dans la pêche et l'aquaculture. 18 comités sur 22 nécessaires ont ainsi été validés à ce jour, pour une entrée du Costa Rica à l'OCDE prévue à ce stade en 2020.

Le régime des zones franches représente 7,9 % du PIB (4,7 Mds USD) en 2019. L'emploi au sein de ces zones a augmenté de 10 % sur l'année, avec 375 entreprises ayant généré 115 000 emplois.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Les exportations guatémaltèques devraient augmenter de 0,8% en 2019, après leur contraction de 0,1% en 2018, selon les estimations de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Les exportations en direction des États-Unis diminueraient de 7,2 %, compensées par une croissance des exportations en direction de l'Union Européenne (+8,5 %), de la Chine (+167 %) et du reste de l'Asie (+11,1 %) par rapport à 2018.

Les législateurs ont validé le nouvel Accord d'Association entre le Royaume-Uni et l'Amérique Centrale par décret. Grâce à ce dernier, le Congrès anticipe les impacts liés au Brexit, permettant de maintenir les relations commerciales entre les deux pays.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé 3 lignes de crédit pour un montant total de 134,7 M USD. Ces lignes visent à améliorer le développement rural et productif du « Corredor Seco » (55 M USD), la transformation digitale (44,7 M USD) et augmenter la résilience climatique des forêts (35 M USD).

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

L'Assemblée nationale, de majorité sandiniste, a validé le budget 2020 d'un montant de 2,4 Mds USD. Ce budget intègre un déficit de 50,6 M USD, et se caractérise par des mesures d'austérité et de rationalisation des priorités dans le cadre de la crise socioéconomique. Le gouvernement a revu à la baisse ses projections de croissance pour 2019, de -1,1% à -3,5%.

Suite aux sanctions imposées par les Etats-Unis à l'encontre du fils du président Ortega, R. Ortega, dirigeant de l'entreprise de pétrole (DNP), pour corruption et blanchiment d'argent, le Congrès a décidé de nationaliser cette entreprise ainsi que 3 autres entreprises du secteur pétrolier dans lesquelles R. Ortega détiendrait également une participation au capital. Ces entreprises seront désormais gérées par le ministère de l'énergie et des mines. DNP importe 30% des hydrocarbures et dérivés du pétrole du pays.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

La croissance économique de Panama devrait atteindre 3,5% en 2019 selon le ministère des finances, soit un niveau bien en dessous des prévisions initiales. Toutefois, les prévisions tablent sur une croissance plus dynamique en 2020, entre 4% et 4,5%.

Le gouvernement travaille sur la réforme de certaines lois pour renforcer le cadre juridique et améliorer l'efficacité de la lutte contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale. Il s'agit notamment de la création d'un registre des bénéficiaires finaux des sociétés établies au Panama, qui a été présenté à l'Assemblée nationale. La surintendance de la supervision et de la réglementation des sujets non-financiers sera chargée d'administrer le registre.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

La CEPAL prévoit une croissance de 2,2% pour 2019 et de 2,3% pour 2020, confirmant ainsi ses prévisions de novembre dernier.

L'Union Européenne octroie 24 M USD au Salvador en soutien aux politiques sociales et sécuritaires impulsées par le gouvernement Bukele. Dans le détail, 18 M USD seront destinés au plan de contrôle territorial lancé en juin dernier, qui mobilisera 7 000 effectifs de police et de militaires dans 22 municipalités. Les 6 M USD restant seront affectés aux programmes de lutte contre la pauvreté, de diversification de l'emploi des jeunes et d'autonomisation des femmes. Pour mémoire, 166 M USD avaient déjà été accordés au pays pour la période entre 2014-2020.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Le seuil des 4 millions de touristes ayant visité Cuba a été dépassé le 11 décembre dernier, selon le ministère du tourisme cubain. Les autorités du secteur ont également indiqué que le parc hôtelier cubain dispose de plus de 72 000 chambres réparties dans 300 hôtels ainsi que de plus de 2 000 chambres d'hôtes dans le secteur privé. L'objectif de 5 millions de touristes fixé pour 2019 a été révisé à la baisse, pour arriver à 4,3 millions de visiteurs (-15% par rapport aux prévisions initiales) compte-tenu notamment des récentes mesures du gouvernement de D. Trump interdisant les compagnies de croisières étatsuniennes d'accoster sur l'île et la suppression du tourisme « *people to people* » à titre individuel.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a signé un accord de coopération avec le *Jamaican Stock Exchange (JSE)* afin de fournir un soutien aux entreprises sociales. Grâce à un prêt de 420 000 USD accordé, le laboratoire d'innovation de la BID soutiendra le *Jamaica Stock Exchange* à développer des stratégies de financement innovantes pour ces entreprises. Pour mémoire, le JSE a récemment ouvert le *Jamaican Social Stock Exchange*, visant spécifiquement les entreprises à caractère social et solidaire.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Les échanges commerciaux entre la Chine et la République dominicaine devraient atteindre 2,5 Mds USD à fin 2019, selon la chambre de commerce sino-dominicaine. 18 accords commerciaux ont été signés depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en mai 2018.

Le crédit au secteur privé a augmenté de 12 % g.a en décembre. Cette croissance du crédit a été permise par les politiques d'assouplissement monétaire de la Banque centrale, notamment l'autorisation faite aux banques de libérer pour 650 M USD des réserves obligatoires vers certains secteurs de l'économie. Les banques ont ainsi financé pour 570 M USD de prêts vers ces secteurs, bénéficiant à près de 9 000 personnes morales et physiques et représentant 88 % de ce qui leur était permis par la Banque centrale.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique
Campos Eliseos 339, Col. Polanco
11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba
© DG Trésor

